

Études et documents

Les falsifications de l'histoire

Staline et la lutte pour la réforme démocratique

Par Grover Furr

C'est un article très important que nous voulons diffuser largement autour de nous. C'est pourquoi nous en commençons la publication dès ce no de NSC. Vu la longueur de l'article nous nous proposons d'en compléter la publication en trois parties. Vous pouvez aussi demander ce supplément par courrier électronique à militant@militcom.org. La direction

Dans l'introduction à son article, l'auteur prévient « ...l'article qui suit étonnera nombre de personnes et en choquera d'autres. En fait c'est ma propre stupéfaction, à la suite des résultats de mes recherches qui m'a conduit à écrire cet article. Je soupçonnais depuis longtemps que la version « Guerre froide » de l'histoire soviétique avait des défauts sérieux. Cependant, j'étais loin d'évaluer l'étendue des mensonges que l'on m'avait présentés comme des faits incontestables. »

Plus de 50 ans après le 20ème congrès du PCUS qui consacra le triomphe des révisionnistes partisans de la restauration du capitalisme en URSS, nous pouvons juger des énormes dégâts que cet événement a engendrés pour le mouvement communiste. L'ignominieux rapport secret de Krouchtchev et les calomnies sur la période « stalinienne » de l'Union soviétique qu'il a répandues a permis que les mensonges de la propagande anti-communiste soient élevés au rang de vérité absolue. Des millions de prolétaires ont ainsi désespéré du communisme et leurs luttes pour une société plus juste, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme a été dévoyée sur des chemins de traverse.

Aujourd'hui il nous faut faire renaître dans l'esprit des masses exploitées « l'esprit communiste » la confiance à la possibilité d'un avenir meilleur, d'un monde nouveau, supérieur, un monde communiste.

Ayant eu accès à une partie des archives d'État et du Parti Communiste de l'ex-URSS certains chercheurs russes et anglo saxons nous laissent entrevoir une toute autre vérité, même si leur analyse des documents et des faits reste souvent dans les limites de la vision bourgeoise de l'histoire.

Rares sont les études menées du point de vue du matérialisme historique. Celle de Grover Furr, marxiste convaincu, en est une.

En traduisant et en publiant cette étude, notre collectif apporte sa contribution à la lutte contre la criminalisation du communisme et poursuit une des tâches qu'il s'est fixées : engager les communistes de France [et du monde entier – n.d. Dr Paquin] à une réflexion du point de vue du matérialisme historique sur les réalisations de nos prédécesseurs afin que les leçons de leurs succès et de leurs échecs éclairent nos luttes à venir.

Le collectif Militant Communiste - Octobre 2007. Web : www.militcom.org

Première partie

1. **Introduction**
2. **Une nouvelle constitution**
3. **La lutte anti-bureaucratique**
4. **La défaite de Staline**
5. **Procès, conspirations, répression**
6. Notes complémentaires
7. Bibliographie

Deuxième partie

8. Pendant la guerre
9. Après la guerre
10. L'ébauche du programme du parti de 1947
11. Le dix-neuvième congrès du parti
12. Lavrentii Beria
13. Les actions de Beria vers la réforme démocratique
14. Les décès de Staline et de Beria... et d'autres ?
15. Conclusions et future recherche
16. Bibliographie supplémentaire pour la deuxième partie

PREMIÈRE PARTIE

1. Introduction

Cet article décrit les tentatives de Joseph Staline, des années 1930 jusqu'à sa mort, pour démocratiser le gouvernement de l'Union soviétique.

Cette assertion et l'article qui suit étonnera nombre de personnes et en choquera d'autres. En fait c'est ma propre stupéfaction, à la suite des résultats de mes recherches qui m'a conduit à écrire cet article. Je soupçonnais depuis longtemps que la version « Guerre froide » de l'histoire soviétique avait des défauts sérieux. Cependant, j'étais loin d'évaluer l'étendue des mensonges que l'on m'avait présentés comme des faits incontestables. Tout cela est bien connu en Russie, où le respect, voire l'admiration pour Staline est répandue. Youri Zhukov, le principal historien russe qui met en avant le paradigme de « *Staline démocrate* » et dont les travaux constituent la plus importante source pour cet article -mais pas la seule- est une figure du courant dominant de l'Académie des Sciences. Ses travaux sont largement connus en Russie.

Cependant, cette histoire et les faits qui la confirment sont pratiquement inconnus à l'extérieur de la Russie, où le paradigme de la Guerre froide de « Staline dictateur » domine tout ce qui est publié et où les travaux commentés ici sont très rarement cités. Aussi, une bonne partie des sources secondaires utilisées pour cet article sont seulement disponibles en russe, ainsi que, bien sûr, toutes les sources primaires.

Cet article n'informe pas simplement les lecteurs de nouveaux faits et sur leur interprétation à propos de l'histoire de l'URSS. C'est plutôt une tentative d'apporter à des lecteurs non-russes les résultats d'une nouvelle recherche sur la période « stalinienne » et sur Staline lui-même, basée sur les archives soviétiques. Les faits présentés sont compatibles avec une série de paradigmes de l'histoire soviétique, de même qu'ils aident à réfuter un certain nombre d'autres interprétations. Ils seront tout à fait inacceptables - en fait, scandaleux - à ceux dont les perspectives politiques et historiques sont basées sur les notions fausses et idéologiquement motivées "de la Guerre froide", "de totalitarisme" soviétique et "de terreur" stalinienne.

La caractérisation khrouchtchévienne de Staline en tant que dictateur assoiffé de pouvoir, traître à l'héritage de Lénine, a été créée pour servir les objectifs *de la nomenklatura* du Parti communiste dans les années 1950. Mais elle présente des similitudes et partage beaucoup de suppositions, avec le discours canonique sur Staline hérité de la Guerre froide, qui a servi la propagande des élites capitalistes, soutenant que les luttes des communistes, et donc de n'importe quelles luttes pour le pouvoir du prolétariat, mènent inévitablement à un certain type d'horreur.

Elle sert aussi à l'argumentation des Trotskistes selon laquelle la défaite de Trotski, « véritable révolutionnaire », n'a pu avoir lieu que par la faute d'un dictateur qui, est-il affirmé, a violé tous les principes pour lesquels la révolution avait combattu. Les paradigmes khrouchtchéviens, anti-communistes de la Guerre froide et Trotskistes de l'histoire soviétique partagent la même diabolisation quasi-totale de Staline, de son leadership et de l'URSS à son époque.

La vision de Staline décrite dans cet essai est compatible avec un certain nombre de paradigmes historiques autrement contradictoires. Les interprétations communistes anti-révisionnistes et post-maoïstes de l'histoire soviétique considèrent Staline comme l'héritier créateur et logique, et à certains égards imparfait, de l'héritage de Lénine. En même temps, beaucoup de nationalistes russes, tout en n'approuvant pas vraiment les réalisations de Staline en tant que communiste, respectent Staline en tant que principal acteur qui a conduit la Russie à devenir une puissance industrielle et militaire mondiale majeure. Staline est un personnage fondamental pour les deux, bien que de façon très différente.

Cet article n'est pas une tentative "de réhabiliter" Staline. Je suis d'accord avec Yuri Zhukov quand il écrit :

« Je peux honnêtement vous dire que je m'oppose à la réhabilitation de Staline, parce que je m'oppose aux réhabilitations en général. Rien ni personne dans l'histoire ne devrait être réhabilité - mais nous devons découvrir la vérité et dire la vérité. Cependant, depuis l'époque de Khrouchtchev les seules victimes des répressions de Staline dont on entend parler sont celles qui y ont participé elles-mêmes, qui les ont facilitées ou qui n'ont pas réussi à s'y opposer »

Je ne veux pas non plus suggérer que, si Staline s'y était bien pris, les multiples problèmes de la construction du socialisme ou du communisme en URSS auraient été résolus.

Durant la période que cet essai étudie, la conduite de Staline a été non seulement de chercher à promouvoir la démocratie dans la gestion de l'État, mais aussi de favoriser la démocratie interne du parti. Cet aspect important et lié, exige une étude séparée et n'est pas le thème central de cet essai. Cependant le concept de « démocratie » n'a pas le même sens dans le contexte d'un parti basé sur le centraliste-démocratique et d'adhérents volontaires que dans un État immense de citoyens où aucune base d'accord politique ne peut être posée en préalable.

Cet article fait référence à des sources primaires chaque fois que c'est possible. Mais il s'appuie beaucoup plus sur les travaux de recherche des historiens russes qui ont eu accès aux documents non publiés ou récemment publiés des archives soviétiques. Beaucoup de documents soviétiques très importants sont disponibles seulement pour les chercheurs avec un accès privilégié. Un grand nombre d'autres documents sont inaccessibles et classifiés « confidentiels », incluant une bonne partie des archives personnelles de Staline, les documents d'enquête d'avant-procès des procès de Moscou de 1936-38, les documents d'enquêtes relatifs aux purges militaires ou à « l'Affaire Toukhatchevski » de 1937 et beaucoup d'autres.

Yuri Zhukov décrit la situation des archives de cette façon :

« Au début de la perestroïka, un de ses slogans était la glasnost ... les archives du Kremlin, autrefois fermées aux chercheurs, ont été liquidées. Leur propriété a commencé à être transféré dans [des institutions publiques diverses - GF]. Ce processus a commencé, mais n'a pas été achevé. En 1996, sans aucune publicité ou explication de quelque sorte que ce soit, les documents centraux les plus importants ont été de nouveau re-classifiés, enfouis dans les archives du Président de la Fédération de Russie. Très vite les raisons de cette opération secrète sont devenues claires; elle permettait la résurrection d'un des deux anciens vieux et très minables mythes. »

Par ces mythes Zhukov désigne le mythe de « Staline dictateur » et « Staline grand leader » Seul le premier de ces mythes est familier aux lecteurs de l'historiographie occidentale et anti-communiste. Mais les deux écoles sont bien représentées en Russie et dans la Communauté des États Indépendants.

L'un des livres de Zhukov, qui sert de base d'une grande partie de cet article, est intitulé *Staline Inoy – Staline différent – « différent »* de l'un ou de l'autre mythe, plus près de la vérité, basé sur des documents d'archives récemment déclassifiés. Sa couverture montre une photographie de Staline et, y faisant face, la même photographie en négatif: son opposé. C'est seulement à de rares occasions que Zhukov emploie des sources secondaires. La plupart du temps il fait référence à des matériaux d'archives non publiés, ou des documents d'archives qui ont été seulement récemment déclassifiés et publiés. Le tableau qu'il brosse de la politique du Politburo de 1934 à 1938 est "très différent" de tout ce qui est véhiculé avec n'importe lequel des « mythes » qu'il rejette.

Zhukov termine son introduction avec ces mots :

« Je ne prétends pas avoir tout résolu ou être incontestable. Je poursuis seulement un but : éviter les deux points de vue préconçus, les deux mythes; essayer de reconstruire le passé, autrefois bien connu, mais maintenant intentionnellement oublié, délibérément tabou, ignoré par tous. »

Comme Zhukov, cet article tente aussi d'éviter de tomber dans les deux mythes.

Dans de telles conditions toutes les conclusions doivent rester provisoires. J'ai essayé d'employer tous les documents judicieusement, qu'ils soient primaires ou secondaires. Pour éviter d'interrompre le texte j'ai mis les sources de mes références à la fin de chaque paragraphe. J'ai utilisé des notes en bas de page numérotées classiquement seulement là où je pense que des notes plus explicatives sont nécessaires.

La recherche que cet article résume a des conséquences importantes pour ceux d'entre nous qui ont intérêt à faire avancer une analyse de classe de l'histoire, y compris de l'histoire de l'Union Soviétique.

Un des meilleurs chercheurs américains de la période stalinienne en URSS, J. Arch Getty, a qualifié la recherche historique effectuée pendant la période de la Guerre froide de « produit de la propagande » -« recherche » qu'il ne sert à rien de critiquer ou d'essayer de corriger point à point, mais qui doit être complètement revue depuis le début.

Je suis d'accord avec Getty, mais j'ajouterais que cette « recherche » tendancieuse, politiquement orientée et malhonnête est encore produite de nos jours.

Le paradigme khrouchtchévien et de la Guerre froide a été le point de vue dominant de l'histoire "des années Staline." La recherche dont je fais le compte-rendu ici peut contribuer à « déblayer le terrain, en recommençant tout depuis le début. »

La vérité qui apparaîtra finalement aura aussi une grande signification pour le projet marxiste en vue de comprendre le monde pour le changer, pour construire une société sans classe, de justice sociale et économique.

Dans la dernière partie de l'essai, j'ouvre pour la recherche ultérieure quelques pistes que suggèrent les résultats de cet **article** .

2. Une Nouvelle Constitution

En décembre 1936 le 8ème Congrès Extraordinaire des Soviets approuve le projet de nouvelle Constitution Soviétique. Il prévoit le vote secret et la fin de la candidature unique (cf Zhukov, *Inoy* 307-9).

Les candidats autorisés à se présenter pouvaient être issus non seulement du Parti Bolchevik - qui s'appelait alors le Parti Communiste (Bolchevik) de Toute l'Union - mais également des groupes d'autres citoyens , basés sur la résidence, l'affiliation (comme les groupes religieux), ou des organisations professionnelles. Cette dernière disposition n'a jamais été mise en oeuvre. Les élections plurielles n'ont jamais été organisées.

Les aspects démocratiques de la Constitution ont été introduits à la demande expresse de Joseph Staline.. Avec ses partisans les plus proches dans le Politburo du Parti Bolchevik, Staline a combattu avec ténacité pour conserver ces dispositions. Getty, explique qu'ils ont seulement cédé quand ils furent confrontés au refus unanime du Comité Central du Parti et à la panique entourant la découverte de graves conspirations pour renverser le gouvernement soviétique, liées aux fascistes japonais et allemands.

En janvier 1935 le Politburo a assigné à Avel Yenukidze la tâche de rédiger le contenu d'une nouvelle Constitution qui, quelques mois plus tard, est revenu avec une proposition pour des élections ouvertes et à candidature unique. Presque immédiatement, le 25 janvier 1935, Staline a exprimé son désaccord avec la proposition de Yenukidze, insistant sur des élections à bulletin secret. (Zhukov, *Inoy* 116-21)

Staline a rendu public ce désaccord d'une façon spectaculaire dans une entrevue en mars 1936 avec le magnat américain de la presse Roy Howard. Staline y affirme que la constitution soviétique garantirait que tout vote serait à bulletin secret. Le vote serait organisé sur une base égalitaire, avec le vote paysan comptant autant que celui d'un travailleur et sur une base territoriale, comme en Occident, plutôt que selon le statut (comme pendant l'époque tsariste) ou du lieu d'emploi; et direct - tous les Soviets seraient élus par les citoyens eux-mêmes, non indirectement par des représentants. (*Howard-Staline Interview*; Zhukov, "Repressii" 5-6)

Staline : Nous adopterons probablement notre nouvelle constitution à la fin de cette année. La commission désignée pour rédiger la constitution fonctionne en ce moment et doit finir ses travaux bientôt. Comme il a déjà été annoncé, selon la nouvelle constitution, le suffrage sera universel, égal, direct et secret. (Howard-Staline Interview 13)

Le plus important de tous, Staline a déclaré que toutes les élections seraient à candidature multiple.

« Vous êtes perplexes par le fait qu'un seul parti se présentera aux élections. Vous ne pouvez pas imaginer comment les luttes électorales peuvent avoir lieu dans ces conditions. Évidemment, les candidats seront proposés non seulement par le Parti Communiste, mais par toutes sortes d'organisations publiques, indépendantes du Parti. Et nous en avons des centaines. Nous n'avons pas de parti concurrent pas plus que nous n'avons une classe capitaliste luttant contre un prolétariat qu'elle exploite. Notre société est composée exclusivement de travailleurs libres de la ville et de la campagne - des ouvriers, des paysans, des intellectuels. Chacune de ces couches peut avoir ses intérêts spéciaux et les exprimer au moyen des nombreuses organisations publiques qui existent. »(13-14)

Les différentes organisations des citoyens pourraient présenter des candidats contre les candidats du Parti Communiste. Staline a dit à Howard que les citoyens pourraient rayer les noms de tous les candidats à l'exception de ceux pour lesquels ils voudraient voter.

Il a aussi souligné l'importance d'élections à candidature multiple pour combattre la bureaucratie.

« Vous pensez qu'il n'y aura aucune lutte électorale. Mais il y aura et je prévois des campagnes électorales très animées. Il n'y a pas quelques institutions dans notre pays qui fonctionnent mal. Les cas se produisent quand tel ou tel organe de l'administration locale ne réussit pas à donner satisfaction à certaines exigences diverses et croissantes des travailleurs de la ville et de la campagne. Avez-vous construit une bonne école ou non? Avez-vous amélioré les conditions de logement? Est-ce que vous êtes un bureaucrate? Avez-vous agi pour rendre notre travail plus efficace et notre vie plus cultivée? Une telle volonté sera le critère avec lequel des millions d'électeurs mesureront les aptitudes des candidats, et rejeteront ceux qui ne sont pas adéquats, bifferont leurs noms des listes des candidats et choisiront et nommeront le meilleur. Oui, les campagnes électorales seront animées, elles seront conduites autour des problèmes nombreux, très aigus, principalement d'une nature pratique, d'une importance de premier ordre pour le peuple. Notre nouveau système électoral renforcera toutes les institutions et organisations et les obligera à améliorer leur travail. Le suffrage universel, égal, direct et secret en URSS sera un fouet entre les mains de la population contre les organes du gouvernement qui fonctionnent mal. À mon avis notre nouvelle constitution soviétique sera la constitution la plus démocratique dans le monde. »(15)

Sur ce point, Staline et ses camarades les plus proches dans le Politburo, Vyacheslav Molotov et Andrei Jdanov, ont défendu le principe d'élections secrètes et à candidature multiple dans toutes les discussions à l'intérieur de la direction du parti. (Zhukov, *Inoy* 207-10; *entrevue Staline-Howard*)

Staline a aussi insisté pour que de nombreux citoyens Soviétiques qui avaient été privés du droit de vote recouvrent ce droit. Ceux-ci incluent des membres d'anciennes classes exploiteuses tels que les anciens propriétaires et ceux qui s'étaient battus contre les Bolcheviks pendant la Guerre civile de 1918-1921, connus en tant que "Gardes Blancs", aussi bien que ceux reconnus coupables de certains crimes (comme aux États-Unis aujourd'hui). Les plus importants et probablement les plus nombreux, parmi les *lishentsy* ("les privés de droit") appartenaient à deux groupes : « les koulaks », les cibles principales pendant le mouvement de collectivisation qui s'est déroulé quelques années auparavant; et ceux qui avaient violé « la loi des trois oreilles » de 1932 - qui avaient volé la propriété d'État, souvent du grain, parfois simplement pour éviter la famine. (Zhukov, *Inoy* 187)

Ces réformes électorales auraient été inutiles à moins que la direction Stalinienne n'ait voulu changer la façon dont était dirigée l'Union soviétique. Elle a voulu retirer au Parti communiste la tâche de gouverner directement l'Union soviétique.

Pendant la Révolution russe et les années critiques qui ont suivi, l'URSS avait été légalement dirigée par une hiérarchie élue *de soviets* ("des conseils"), du niveau local au niveau national, avec le Soviet Suprême en tant que corps législatif national, le Conseil (*soviétique*) des Commissaires du Peuple en tant que corps exécutif et le Président de ce Conseil en tant que chef d'État. Mais en réalité, à chaque niveau, le choix de ces fonctionnaires avait toujours été entre les mains du Parti Bolchevik. Les élections avaient lieu, mais les nominations directes par des dirigeants du parti, appelée « cooptation » étaient aussi fréquentes. Même les élections étaient contrôlées par le parti, puisque personne ne pouvait présenter sa candidature à moins que les dirigeants du parti n'aient été d'accord.

Pour les Bolcheviks, cela avait un sens. C'était la forme que la dictature du prolétariat a prise dans les conditions historiques spécifiques de l'Union Soviétique révolutionnaire et post-révolutionnaire. Sous la Nouvelle Politique Économique ou NEP le travail et les compétences d'anciens et actuels exploiters étaient nécessaires. Mais utilisées seulement pour servir la dictature du prolétariat - et le socialisme. Ils ne leur étaient pas permis de développer des rapports capitalistes au-delà de certaines limites, ni de reconquérir le pouvoir politique.

Pendant les années 1920 et au début des années 1930 le Parti Bolchevik a recruté énergiquement au sein du prolétariat. Vers la fin des années 1920, la plupart des membres du parti étaient des ouvriers et le Parti comprenait un pourcentage élevé d'ouvriers. Ce recrutement massif et les tentatives gigantesques pour l'éducation politique eurent lieu en même temps que les gigantesques bouleversements du premier Plan Quinquennal, de l'industrialisation intensive et de la collectivisation en grande partie forcée de fermes individuelles en fermes collectives (*kolkhoze*) ou en fermes soviétiques (*sovkhoze*). La direction bolchevique était sincère dans sa tentative de "prolétariser" le Parti et elle a été couronnée de succès. (Rigby, 167-8; 184; 199)

Staline et ses partisans au Politburo ont donné un certain nombre de raisons pour expliquer leur volonté de démocratiser l'Union soviétique. Ces raisons résidaient dans le fait que Staline pensait qu'un nouveau stade du socialisme avait été atteint. La plupart des paysans appartenaient à des fermes collectives. Avec la disparition des fermes paysannes individuelles régulièrement chaque mois, la direction sous Staline a cru qu'objectivement les paysans ne constituaient plus une classe socio-économique séparée. Les paysans étaient plus proches des travailleurs que différents.

Staline argumentait que, avec la croissance rapide de l'industrie soviétique et particulièrement avec la classe ouvrière détenant le pouvoir politique par l'intermédiaire du Parti Bolchevik, le mot « prolétariat » n'était plus exact. « Le prolétariat », déclara Staline, désigne la classe ouvrière sous l'exploitation capitaliste, ou travaillant sous les rapports de production de type capitaliste, tels que ceux qui ont existé pendant la première douzaine d'années d'existence de l'Union soviétique, particulièrement sous la NEP. Mais étant donné que l'exploitation directe des ouvriers par les capitalistes pour le profit était maintenant supprimée, la classe ouvrière ne doit plus être appelée « prolétariat ».

Selon ce point de vue, les exploiters n'existant plus, les ouvriers, gouvernant maintenant le pays dans leur propre intérêt par l'intermédiaire du Parti Bolchevik, ne ressemblaient plus « au prolétariat » classique. Donc, « la dictature du prolétariat » n'était plus un concept pertinent. Ces nouvelles conditions appelaient à un nouveau type d'État. (Zhukov, *Inoy* 231; 292; Staline, "Projet 800-1")

3. La lutte anti-bureaucratique

La direction stalinienne était également préoccupée par le rôle du parti dans cette nouvelle étape du socialisme. Staline lui-même a entrepris le combat contre « le bureaucratisme » avec une grande vigueur très tôt, comme dans son Rapport au 17ème Congrès du Parti en janvier 1934. Staline, Molotov et d'autres ont appelé le nouveau système électoral « une arme contre la bureaucratisation. »

Les dirigeants du parti contrôlaient le gouvernement, à la fois en contrôlant qui entrait dans les Soviets et en exerçant diverses formes de surveillance ou de révision sur ce que les ministères du gouvernement faisaient. Prenant la parole au 7ème Congrès des Soviets le 6 février 1935 Molotov déclara que les élections secrètes « *atteindrons avec une grande force les éléments bureaucratés et leur donneront un choc utile.* » Le rapport de Yenukidze n'avait pas recommandé, ou même mentionné, des élections secrètes et l'élargissement du droit de vote. (Staline, Rapport au 17ème Congrès du Parti.; Zhukov, *Inoy* 124)

Les ministres du gouvernement et leur personnel devaient être compétents pour traiter les tâches dont ils étaient responsables et être efficaces dans la production. Ceci signifiait d'avoir une éducation, habituellement technique, dans leurs domaines respectifs. Mais les dirigeants du parti faisaient souvent carrière par l'avancement à travers les postes de responsabilité dans le parti. Aucune expertise technique n'était nécessaire pour cette sorte d'avancement. On exigeait plutôt des critères politiques. Ces fonctionnaires du parti ont exercé le contrôle, mais il leur manquait souvent la connaissance technique qui devait en théorie les rendre plus habiles dans leur tâches (*Entrevue Howard-Staline; Zhukov, Inoy* 305; Zhukov, "Repressii" 6)

C'était, apparemment, ce que la direction de Staline désignait par le terme « bureaucratisme ». Bien qu'ils l'aient vu comme un danger - comme, en effet, tous les marxistes - ils ont cru que qu'il n'était pas inévitable. Ils ont plutôt pensé qu'il pourrait être surmonté en changeant le rôle du parti dans la société socialiste. Le concept de démocratie que Staline et ses partisans dans la direction du parti ont voulu inaugurer en Union soviétique impliquait nécessairement un changement qualitatif du rôle social du Parti Bolchevik.

« Ces documents qui étaient accessibles aux chercheurs nous ont permis de comprendre ... que déjà vers la fin des années 1930 des tentatives déterminées ont été entreprises pour séparer le parti de l'État et pour limiter d'une façon substantielle le rôle du parti dans la vie du pays. » (Zhukov, Tayny 8)

Staline et des partisans ont continué cette lutte malgré l'opposition d'autres éléments dans le Parti Bolchevik, résolument mais avec des chances décroissantes de succès, avant que Staline ne meure en mars 1953. La détermination de Lavrentii Beria de continuer cette même lutte semble être la raison réelle pour laquelle Khrouchtchev et d'autres l'ont assassiné, juridiquement, par le procès sur des accusations fabriquées en décembre 1953, et - comme l'évidence le suggère - en l'assassinant, le mois de juin précédent.

L'article 3 de la Constitution de 1936 se lit comme suit, « En URSS tout le pouvoir appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne tels que représentés par les Soviets des Députés Ouvriers ». Le Parti communiste est mentionné dans l'Article 126 comme étant « l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour renforcer et développer le système socialiste et est le noyau dirigeant de toutes les organisations des travailleurs, à la fois publiques et étatiques. » C'est-à-dire que le parti devait diriger les organisations, mais pas les organes législatifs ou exécutifs de l'État. (1936 Constitution; Zhukov, Tayny 29-30)

Staline semble avoir cru qu'après que le parti n'aurait plus le contrôle direct sur la

société, son rôle serait limité à l'agitation et à la propagande et à la participation dans la sélection des cadres. Qu'est-ce que cela aurait signifié ? Peut-être quelque chose dans le genre de ceci :

« Le parti retournerait à sa fonction essentielle de gagner le peuple aux idéaux du communisme tels qu'ils les ont compris. Ceci signifierait la fin d'emplois tranquilles du type sinécure et un retour à un style du travail dur et au dévouement désintéressé qui a caractérisé les Bolcheviks pendant la période tsariste, la Révolution et la Guerre civile, la période de la NEP et la très dure période de l'industrialisation intensive et de la collectivisation. Pendant ces périodes l'adhésion au parti, pour la plupart, signifiait des sacrifices et travaille dur, souvent parmi des non membres du parti, dont un bon nombre d'entre eux étaient hostiles aux Bolcheviks. Cela signifiait la nécessité d'une base solide parmi les masses. » (Zhukov, KP le 13 novembre 02; Mukhin, Ubiystvo)

Staline mettait l'accent sur le fait que les communistes devaient être des travailleurs, des gens instruits, capables d'apporter une contribution réelle à la production et à la création d'une société communiste. Staline lui-même était un travailleur infatigable.

Pour résumer, tout cela suggère que pour Staline, le nouveau système électoral permettrait d'atteindre les buts suivants :

- * Permettre que seuls les gens formés techniquement dirigent, dans la production et dans la société soviétique en général;
- * Renforcer le travail de masse du parti;
- * Gagner le soutien au gouvernement des citoyens du pays;
- * Créer la base pour une société sans classe, une société communiste.

4. La défaite de Staline

Durant l'année 1935, sous l'égide d'Andrei Vyshinski, le Procureur en chef de l'URSS, de nombreux citoyens qui avaient été exilés, emprisonnés et – d'une manière plus significative pour notre propos- privés du droit de vote, ont été rétablis dans leurs droits. Des centaines de milliers d'ancien *koulaks*, riches fermiers qui avaient été la cible principale de la collectivisation, et ceux qui avaient été emprisonnés ou exilés pour avoir résisté à la collectivisation de quelque façon que ce soit, ont été libérés. Vyshinsky a sévèrement critiqué le NKVD (le Commissariat du Peuple pour des Affaires Internes, incluant la sécurité intérieure) pour « une série d'erreurs les plus grossières et pour des erreurs de calcul » dans l'expulsion de presque 12000 personnes de Léninegrad après l'assassinat de Kirov en décembre 1934. Il a déclaré que dès lors le NKVD ne pouvait plus arrêter personne sans le consentement préalable du procureur. La population affranchie, avec le droit de vote, s'éleva au moins à plusieurs centaines de milliers de personnes qui avaient raison d'estimer que l'État et le parti les avaient traités injustement.

(Thurston 6-9; Zhukov, KP le 14 novembre et le 19 novembre 02; Zhukov, Inoy 187; Zhukov, "Repressii" 7)

La proposition originale de Staline pour la nouvelle constitution ne prévoyait pas d'élections plurielles. Il en parla dans son entrevue avec Roy Howard le 1er mars 1936. En Juin 1937 lors du Plénum du Comité Central Yakovlev – un des membres du CC

qui, avec Staline, a travaillé le plus étroitement sur le projet de la nouvelle constitution (cf. Zhukov, Inoy 223) – affirme que la suggestion pour des élections plurielles a été faite par Staline lui-même. Cette suggestion semble avoir rencontré l'opposition répandue, bien que tacite, des dirigeants régionaux du parti, des Premiers Secrétaires, « de la partocratie », comme Zhukov les appelle. Après l'entrevue d'Howard il n'y eut même pas dans les journaux centraux – ceux les plus sous le contrôle direct du Politburo – d'éloge symbolique ou d'appui à la déclaration de Staline à propo des élections plurielles -. *La Pravda* publie seulement un article, le 10 mars, et il ne mentionne pas les élections plurielles.

De tout cela Zhukov tire la conclusion suivante :

« Cela ne pouvait signifier qu'une seule chose. Non seulement les « directions générales » [les Premiers Secrétaires régionaux], mais au moins une partie de l'appareil du Comité Central, de l'Agitprop, n'a pas accepté l'innovation de Staline, n'a pas voulu approuver, même d'une manière purement formelle, des élections plurielles, dangereuses pour beaucoup de personnes qui, suivant les paroles de Staline et que La Pravda a soulignées, menaçaient directement les positions et le pouvoir réel des Premiers Secrétaires - dans les Comités Centraux des partis communistes nationaux, au niveau régional, à l'oblast, dans les villes et les comités de secteur. » (Inoy 211)

« Les Premiers Secrétaires du parti détenaient des fonctions du parti, qu'ils ne pouvaient pas perdre par une défaite lors de n'importe quelle élection aux Soviets ou ils se seraient présentés. Mais l'immense pouvoir local qu'ils détenaient provenait principalement du contrôle que le parti exerçait sur chaque aspect de l'économie et de l'appareil d'État - le kolkhoze, l'usine, l'éducation, l'armée. Le nouveau système électoral priverait les Premiers Secrétaires de leurs positions automatiques en tant que délégués aux Soviets et de leur capacité de simplement choisir les autres délégués. Leur défaite ou celle "de leurs" candidats (les candidats du parti) lors des élections aux soviets serait, en effet, un référendum à propos de leur travail. Un Premier Secrétaire dont les candidats ont été défaits dans les élections par des candidats indépendants serait démasqué comme étant faiblement lié aux masses. Durant les campagnes, les candidats d'opposition auraient sûrement fait campagne sur des questions telles que la corruption, l'autoritarisme, ou l'incompétence des fonctionnaires du parti. Les candidats défaits apparaîtraient pour avoir des faiblesses sérieuses en tant que communistes et ceci mènerait probablement à leur remplacement. » (Zhukov KP le 13 novembre 02; Inoy 226; cf. Getty, "Excès" pp.122-3)

« Les dirigeants les plus élevés du parti étaient habituellement des membres du parti depuis de nombreuses années, des vétérans des jours vraiment dangereux de l'époque tsariste, de la Révolution, de la Guerre civile et de la collectivisation, quand être un communiste était dangereux et difficile. Beaucoup avaient reçu une éducation réduite. À la différence de Staline, Kirov ou Beria, il semble que la plupart d'entre eux ne voulaient pas ou étaient incapables « de se refaire » par l'apprentissage personnel. » (Mukhin, Ubiystvo 37; Dimitrov 33-4; Staline, Zastol'nye 235-6).

Tous ces hommes étaient des partisans de longue date de la politique de Staline. Ils avaient mis en œuvre la difficile collectivisation de la paysannerie, pendant laquelle des centaines de milliers de personnes avaient été expulsées. Pendant les années 1932-33 beaucoup de personnes, peut-être bien trois millions, étaient mortes par une famine

qui avait été naturelle plutôt que "causée par l'homme", mais qui a rendu plus sévère pour la paysannerie la collectivisation et l'expropriation de grain pour alimenter les ouvriers dans les villes, ou bien dans des rébellions armées de paysans (qui avaient aussi tué bon nombre de Bolcheviks). Ces dirigeants du parti avaient mis en œuvre l'industrialisation intensive, encore une fois dans les rudes conditions d'hébergement, d'alimentation insuffisante et de manque de soins médicaux, de bas salaires et de rareté de biens de consommation. (Tauger; Anderson et Argent; Zhukov, *KP* le 13 novembre 02).

Maintenant ils allaient se trouver, lors des élections, face à ceux qu'ils avaient autrefois privés de leur droit de vote parce qu'ils avaient été du mauvais côté, face à ceux dont la politique soviétique avaient soudainement restitué le droit de voter. Il est probable, qu'ils craignaient que beaucoup votent contre leurs candidats, ou contre *n'importe quel* candidat bolchevik. Si c'était le cas, ça voulait dire qu'ils seraient rétrogradés ou pire encore. Ils obtiendraient toujours quelque position du parti, ou - au pire - un travail. La nouvelle constitution de "Staline" garantissait *en tant que droit* un travail à chaque citoyen soviétique, avec des soins médicaux, des allocations de retraite, l'éducation, etc. Mais ces hommes (presque tous étaient des hommes) étaient habitués au pouvoir et aux privilèges, ce qu'ils étaient menacés de perdre par la défaite de leurs candidats dans les élections. (Zhukov, *KP* le 13 novembre 02; 1936 Const., Ch. X; cf. Getty, "Excess" 125, sur l'importance du sentiment religieux dans le pays).

5. Procès, Conspirations, Répression

Les plans pour la nouvelle constitution et les élections avaient été rédigés pendant le Plénum du Comité Central de Juin 1936. Les délégués ont unanimement approuvé le projet de la Constitution. Mais aucun d'eux n'a apporté ouvertement leur appui. Cette défiance par rapport à la proposition de Staline signifiait certainement une « *opposition latente de la part du personnel dirigeant, une démonstration du manque d'intérêt.* » (Zhukov, *Inoy* 232, 236; "Repressii" 10-11)

Lors de la réunion du 8ème Congrès des Soviets de toute la Russie en novembre-décembre 1936, Staline et Molotov ont de nouveau insisté sur l'importance d'élargir le droit de vote et d'avoir des élections à vote secret et à candidats multiples. Dans l'esprit de l'entrevue de Staline avec Howard, Molotov a de nouveau insisté sur l'effet bénéfique, pour le parti, de permettre à des candidats non communistes de se présenter aux élections des Soviets :

« *Ce système ... ne peut que heurter ceux qui se sont bureaucratisés, qui se sont aliénés les masses Il facilitera la promotion de nouvelles forces ... qui doivent émerger pour remplacer les éléments bureaucratisés [ochinovnivshimsya] qui restent en arrière . Sous ce nouveau système électoral, l'élection d'éléments ennemis est possible. Mais même ce danger, en dernière analyse, doit nous aider, dans la mesure où il servira de coup de fouet aux organisations qui en ont besoin et aux militants [du parti] qui se sont endormis.* » (Zhukov, "Repressii" 15).

Staline lui-même l'exprime encore plus clairement :

« *Certains disent que c'est dangereux, parce que des éléments hostiles au pouvoir*

soviétique pourraient occuper les fonctions les plus élevées, comme certains anciens Gardes Blancs, des koulaks, des prêtres, et ainsi de suite. Mais qu'avons-nous à craindre? - Si vous avez peur des loups, ne marchez pas dans la forêt- D'une part, ce ne sont pas tous les anciens koulaks, Gardes Blancs et prêtres qui sont hostiles au pouvoir soviétique. D'autre part, si les gens ici et là élisent des forces hostiles, cela signifiera que notre travail de propagande est mal organisé et que nous avons entièrement mérité cette disgrâce.» (Zhukov, Inoy 293; Staline, "Projet").

Encore une fois, les Premiers Secrétaires ont démontré une hostilité tacite. Le Plénum du Comité Central de décembre 1936, dont la session a empiété sur le Congrès, s'est réuni le 4 décembre. Mais il n'y eut pratiquement aucune discussion du premier article à l'ordre du jour, le projet de la Constitution. Le rapport de Yezhov, « Sur les organisations trotskystes et antisoviétiques de droite, » était beaucoup plus important pour les membres du C.C. ("Fragmenty" 4-5; Zhukov, Inoy 310-11).

Le 5 décembre 1936, le Congrès a approuvé le projet de la nouvelle Constitution. Mais il n'y a pas eu de discussion réelle. Au lieu de cela, les délégués - les dirigeants du parti - ont rapporté leur attention sur les menaces des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Au lieu de prononcer des discours approuvant la Constitution, qui était le sujet principal dont les rapporteurs étaient Staline, Molotov, Jdanov, Litvinov et Vyshinski, les délégués l'ont pratiquement ignorée. Une Commission a été créée pour une étude ultérieure du projet de Constitution, sans rien fixer à propos des élections plurielles. (Zhukov, Inoy 294; 298; 309)

La situation internationale était en effet tendue. La victoire du fascisme dans la Guerre civile espagnole était seulement une question de temps. L'Union soviétique était entourée par des puissances hostiles. Dans la deuxième moitié des années 1930 tous ces pays étaient dirigés par des régimes férocelement autoritaires, militaristes, anti-communistes et antisoviétiques. En octobre 1936 la Finlande a provoqué des incidents armés sur la frontière soviétique. Le même mois "l'Axe Berlin-Rome" a été formé par Hitler et Mussolini. Un mois plus tard, le Japon a rejoint l'Allemagne Nazi et l'Italie fasciste pour former le « Pacte Anti-Komintern.» Les efforts soviétiques pour réaliser des alliances militaires contre l'Allemagne Nazi se heurtèrent au rejet dans les capitales occidentales. (Zhukov, Inoy 285-309).

Tandis que le Congrès s'occupait de la nouvelle Constitution, la direction soviétique était entre les deux premiers grands Procès de Moscou. Zinoviev et Kamenev étaient passés en justice avec certains autres en août 1936. En janvier 1937 Le deuxième procès, impliquait certains des principaux disciples de Trotski, à la tête desquels se trouvait Yuri Piatakov qui, jusqu'à tout récemment était le Commissaire adjoint à l'industrie lourde.

En février mars 1937 le Plénum du Comité Central a dramatisé la contradiction à l'intérieur de la direction du parti : entre la lutte contre les ennemis de l'intérieur et la nécessité de préparer des élections à votes secrets et plurielles conformément à la nouvelle Constitution d'ici la fin de l'année. La découverte de plus en plus de groupes conspirant pour renverser le gouvernement soviétique exigeait une action policière. Mais la préparation pour des élections vraiment démocratiques du gouvernement et pour améliorer la démocratie interne du parti - un thème souligné à plusieurs reprises par ceux qui étaient les plus proches de Staline dans le Politburo - exigeait le contraire : l'ouverture à la critique et l'autocritique, les élections secrètes de dirigeants par les

membres de la base du parti et l'arrêt de la "cooptation" par les Premiers Secrétaires.

Ce Plénum, le plus long jamais tenu dans l'histoire de l'URSS, s'est prolongé pendant deux semaines. Mais on n'en a presque rien su jusqu'en 1992, quand l'importante transcription du Plénum commença à être publiée dans *Voprosy Istorii* - une publication qui a pris presque quatre ans au journal.

Le rapport de Yezhov à propos des enquêtes en cours sur les conspirations dans le pays a été éclipsé par Nikolai Boukharine, qui, dans ses tentatives d'avouer ses erreurs passés, en essayant de prendre ses distances avec ses anciens associés et de convaincre de sa fidélité actuelle, réussissait seulement à s'enfoncer davantage. (Thurston, 40-42; Getty et Naumov sont d'accord, 563)

Trois jours après, Jdanov parla de la nécessité d'une plus grande démocratie à la fois dans le pays et dans le parti, invoquant la lutte contre la bureaucratie et le besoin de liens plus étroits avec les masses qu'elles soient membres ou non- membres du parti.

« Le nouveau système électoral donnera une impulsion à l'amélioration du travail des organes soviétiques, à la liquidation des organes bureaucratiques, à la liquidation des défauts bureaucratiques et des dysfonctionnements dans le travail de nos organisations soviétiques. Et ces défauts, comme vous savez, sont très substantiels. Nos organes de parti doivent être prêts pour la lutte électorale. Lors des élections nous devons faire face à l'agitation hostile et à des candidats hostiles ». (Zhukov, Inoy 343)

Il ne fait aucun doute que Jdanov, parlant au nom de la direction de Staline, ait prévu des luttes électorales réelles avec des candidats indépendants qui s'opposeraient sérieusement aux développements de l'Union Soviétique. Ce seul fait est tout à fait incompatible avec les interprétations khrouchtchéviennes et de la Guerre froide.

Jdanov a aussi souligné, en détail, le besoin de développer des normes démocratiques à l'intérieur du Parti Bolchevik lui-même :

« Si nous voulons gagner le respect des militants du parti et des Soviets à nos lois et les masses à la constitution soviétique, alors nous devons garantir de transformer [la perestroïka] le travail du parti sur la base d'une mise en oeuvre indubitable et complète des bases de la démocratie interne du parti, qui est prévue dans les Statuts de notre parti. »

Et il énumère les mesures essentielles, déjà contenues dans le projet de résolution dans son rapport : *« l'élimination de la cooptation; une interdiction de voter par listes de candidats; une garantie "du droit illimité pour les membres du parti de démettre les candidats cooptés et du droit illimité de critiquer ces candidats. »* (Zhukov, Inoy 345)

Mais le rapport de Jdanov a été éclipsé par les discussions des autres points de l'ordre du jour, principalement les discussions à propos des « ennemis ». Un certain nombre de Premiers Secrétaires ont évoqué avec inquiétude ceux qui se préparaient - ou dont on pouvait s'attendre qu'ils le fassent- le plus assidûment pour les élections soviétiques étaient *des adversaires* du pouvoir soviétique : les Socialistes-Révolutionnaires, les prêtres et autres « ennemis ».

Molotov a répondu dans un rapport insistant, encore une fois sur « le développement et

le renforcement de l'autocritique », et s'est directement opposé à la recherche « d'ennemis » :

« Il n'y a aucune raison pour chercher des gens à blâmer, camarades. Si vous préférez, nous sommes tous ici coupables, des institutions centrales du parti aux organisations inférieures du parti. » (Zhukov, Inoy 349)

Mais ceux qui ont suivi Molotov à la tribune ont ignoré son rapport et sont revenus sans arrêt sur la nécessité de la recherche des ennemis, de démasquer les saboteurs, et de lutter contre les saboteurs. Quand il a pris à nouveau la parole, Molotov s'est étonné du fait qu'il n'y ait eu presque aucune attention accordée à la substance de son rapport, qu'il a répété, après avoir résumé au préalable ce *qui avait été* fait contre les ennemis internes.

Dans son discours du 3 mars, Staline est revenu, dans sa deuxième partie sur le besoin d'améliorer le travail du parti et de remplacer les membres incompetents du parti par des nouveaux. Comme celui de Molotov, le rapport de Staline a été pratiquement ignoré.

Dès le début des discussions, les craintes de Staline étaient compréhensibles. Il semble qu'il se soit heurté à un mur d'incompréhension et à la réticence des membres du CC, qui ont entendu dans le rapport juste ce qu'ils voulaient entendre, discuter ce dont ils voulaient discuter. Des 24 personnes qui ont participé aux discussions, 15 ont parlé principalement "des ennemis du peuple", c'est-à-dire des trotskystes. Ils en ont parlé avec conviction, agressivement, de la même façon qu'ils l'avaient fait après les rapports de Jdanov et Molotov. Ils ont réduit tous les problèmes à un seul- la nécessité de chercher « des ennemis ». Et pratiquement aucun d'eux n'a souligné le point principal des interventions de Staline à propos des défauts dans le travail des organisations du parti, et sur la préparation pour les élections au Soviet Suprême. (Zhukov, Inoy 357)

La direction Stalinienne a intensifié l'attaque contre les Premiers Secrétaires. Yakovlev a critiqué le dirigeant du parti de Moscou, Khrouchtchev, parmi d'autres, pour les expulsions injustifiées de membres du parti; Malenkov a appuyé sa critique des secrétaires du parti en critiquant leur indifférence envers les membres à la base du parti. Cela semble avoir stimulé les membres du C.C. et stoppé temporairement leurs interventions sur les ennemis, mais seulement dans le but de se défendre. Et toujours aucune intervention sur le rapport de Staline. (Zhukov, Inoy 358-60)

Dans son discours final le 5 mars, le dernier jour du Plénum, Staline a minimisé le besoin de traquer des ennemis, même les trotskystes, dont nombre d'entre eux, étaient retournés au parti. Son thème principal était la nécessité de retirer aux fonctionnaires du parti la tâche de s'occuper de chaque aspect de l'économie, de lutter contre la bureaucratie et d'élever le niveau politique des fonctionnaires du parti. Autrement dit, Staline a insisté dans la critique des Premiers Secrétaires.

« Quelques camarades parmi nous pensent que, s'ils sont un Narkom (Commissaire du Peuple), alors ils savent tout. Ils croient que le poste, en lui-même, donne une connaissance très grande, presque illimitée. Ils pensent : si je suis un membre du Comité Central, je n'en suis pas par accident, donc je dois tout connaître. Ce n'est pas le cas. » (Staline, Zakliuchitel'noe; Zhukov, Inoy 360-1)

De la manière la plus inquiétante pour tous les fonctionnaires du parti, y compris les Premiers Secrétaires, Staline déclara que chacun d'entre eux devrait choisir deux cadres pour prendre leur place pendant qu'ils suivraient des cours d'éducation politique d'une durée de six mois qui seraient bientôt instaurés. Avec de nouveaux fonctionnaires à leur place, les secrétaires du parti pouvaient craindre d'être facilement réaffectés, les coupant ainsi de leurs "familles" (les fonctionnaires subalternes), cause majeure de la bureaucratie. (Zhukov, *Inoy* 362)

Thurston caractérise le discours de Staline comme étant « considérablement plus modéré, en insistant sur le besoin d'apprendre des masses et de prêter l'attention à la critique de la base ». Même la résolution adoptée sur la base du rapport de Staline abordait brièvement "les ennemis" et traitait principalement des échecs des organisations du parti et de leurs directions. Selon Zhukov, qui cite cette résolution non publiée, pas un seul de ses 25 points ne concernait principalement "les ennemis". (Thurston, 48-9; Zhukov, *Inoy* 362-4)

- Après le Plénum, les Premiers Secrétaires organisèrent une rébellion de fait. D'abord Staline et ensuite le Politburo, envoyèrent des messages insistant sur la nécessité de mener des élections secrètes dans le parti, contre la pratique de la cooptation plutôt que de l'élection et le besoin général de démocratie interne au parti. Les Premiers Secrétaires continuaient à se comporter comme avant, indépendamment des résolutions du Plénum.

Pendant les quelques mois suivants, Staline et ses associés les plus proches ont essayé de détourner le centre d'attention d'une chasse aux ennemis internes - le plus grand souci des membres du CC - et de retourner à la lutte contre la bureaucratie dans le parti et à la préparation des élections des soviets. Pendant ce temps, « *les dirigeants locaux ont fait tout ce qu'ils pouvaient dans les limites des règles du parti (et parfois en les enfreignant) pour retarder ou changer la date des élections.* » (Getty, "Excesses" 126; Zhukov, *Inoy* 367-71)

La découverte soudaine en avril-mai et au début de juin 1937 de ce qui semblait être une conspiration largement répandue *dans l'armée et la police* a poussé le gouvernement de Staline à réagir en état de panique. Genrikh Yagoda, le chef de la police secrète et du Ministre des Affaires Intérieures a été arrêté à la fin de mars 1937 et a commencé à avouer en avril. En mai et au début de juin 1937 des commandants militaires de haut rang ont avoué qu'ils étaient en train de conspirer avec l'état-major allemand pour vaincre l'Armée Rouge dans le cas d'une invasion par l'Allemagne et ses alliés et qu'ils étaient liés à des conspirations de personnalités politiques, y compris certaines qui occupaient toujours de hautes fonctions. (Getty, "Excesses" 115, 135; Thurston, 70, 90, 101-2; *Genrikh Yagoda*)

Cette situation était beaucoup plus sérieuse que toutes les autres auxquelles le gouvernement soviétique avait du faire face auparavant. Dans le cas des Procès de Moscou de 1936 et 1937, le gouvernement avait pris son temps pour préparer le procès et organiser un procès public avec un maximum de publicité. Mais la conspiration militaire a été traitée très différemment. Un peu moins de trois semaines passèrent à partir de la date de l'arrestation du Maréchal Mikhaïl Toukhatchevsky à la fin mai jusqu'au procès et à l'exécution de Toukhatchevsky et de sept autres commandants militaires de haut rang les 11 et 12 juin. Pendant ce temps-là des centaines de commandants militaires de haut rang sont rappelés à Moscou pour prendre connaissance des accusations contre leurs collègues – pour la plupart d'entre eux, leurs supérieurs – et pour écouter des analyses alarmées de Staline et du Maréchal Vorochilov, le Commissaire du Peuple pour la Défense et personnalité militaire occupant le rang le plus élevé dans le pays.

Au moment du Plénum de février-mars ni Yagoda ni Toukhatchevsky n'avaient encore

été arrêtés. Staline et le Politburo voulaient que la Constitution soit le principal article à l'ordre du jour et ils furent mis sur la défensive par le fait que la plupart des membres du CC ont ignoré ce sujet, préférant mettre l'accent sur la bataille contre "les ennemis". Le Politburo projetait que les réformes constitutionnelles soient également le principal article à l'ordre du jour au Plénum suivant de juin 1937. Mais en juin la situation était différente. La découverte de complots fomentés par le chef du NKVD et par des dirigeants militaires les plus en vue pour renverser le gouvernement et tuer ses principaux membres, a changé entièrement l'atmosphère politique.

Staline était sur la défensive. Dans son discours du 2 juin à la session prolongée de l'armée soviétique (qui a eu lieu du 1er au 4 juin), il a décrit la série de conspirations récemment découvertes comme étant limitée et en grande partie traitée avec succès. Également lors du Plénum de février-mars, lui et ses partisans du Politburo ont minimisé le souci prépondérant des Premiers Secrétaires sur la question des ennemis de l'intérieur. Mais, comme Zhukov l'a noté, la situation "échappait lentement, mais résolument, de son [Staline] contrôle." (Staline, "Vystuplenie"; Zhukov, *Inoy* Ch. 16, *passim*; 411).

En juin 1937, le Plénum du Comité Central a commencé par des propositions pour exclure, d'abord, sept membres siégeant au C.C. et des membres candidats pour « manque de fiabilité politique », et ensuite 19 autres membres et membres candidats pour « trahison et activité contre-révolutionnaire ». Ces dernières 19 personnes devaient être arrêtées par le NKVD. Incluant les dix membres expulsés sur des accusations semblables avant le Plénum par un vote des membres du C.C. (y compris ces commandants militaires qui avaient déjà été jugés, reconnus coupables et exécutés), cela signifiait que 36 des 120 membres et membres candidats du C.C. avaient été démis de leurs fonctions à partir du 1 mai.

Yakovlev et Molotov ont critiqué l'échec des dirigeants du Parti à organiser des élections indépendantes pour les soviets. Molotov a insisté sur le besoin d'écarter des révolutionnaires même honorés s'ils n'étaient pas préparés pour les tâches du moment. Il a souligné que les fonctionnaires des soviets n'étaient pas "des travailleurs de deuxième classe." Évidemment les dirigeants du parti les traitaient comme tel.

Yakovlev a révélé et critiqué l'échec des Premiers Secrétaires à organiser des élections secrètes pour les postes dans le parti, plutôt que des nominations ("cooptations"). Il a souligné que les membres du parti qui étaient élus comme délégués aux Soviets ne devaient pas être soumis au contrôle d'organisations du parti à l'extérieur des Soviets ni qu'on leur dicte la façon de voter. Ils ne devaient pas recevoir les consignes de voter de leurs supérieurs du parti, y compris des Premiers Secrétaires. Ils devaient être indépendants d'eux. Et Yakovlev insistait fortement sur le besoin « *de recruter à partir de la très riche réserve de nouveaux cadres pour remplacer ceux qui étaient devenus « ripoux ou bureaucratisés »* Toutes ces déclarations constituaient une attaque explicite contre les Premiers Secrétaires. (Zhukov, *Inoy* 424-7; *Tayny*, 39-40, citant des documents d'archives)

La Constitution a été finalement rédigée et la date des premières élections a été fixée au 12 décembre 1937. La direction stalinienne a de nouveau insisté sur la nécessité de combattre la bureaucratie et de tisser des liens avec les masses. Cependant, rappelons que tout ceci suit l'expulsion rapide et sans précédent de 26 membres du C.C. dont dix-neuf d'entre eux furent directement accusés de trahison et d'activité contre-

révolutionnaire. (Zhukov, *Inoy* 430)

Le plus révélateur est peut-être la remarque suivante de Staline, telle que citée par Zhukov :

À la fin de la discussion, quand le sujet porta sur la recherche d'une méthode plus impartiale de compter les bulletins de vote, [Staline] a fait remarquer qu'en Occident, grâce à un système pluripartite, ce problème n'existait pas. Immédiatement ensuite il a soudainement prononcé une phrase qui a sonné très étrange à une réunion de ce type: "nous n'avons pas de partis politiques différents. Heureusement ou *malheureusement*, nous avons seulement un parti." [L'italique est de Zhukov] Et ensuite il a proposé, mais seulement comme une mesure provisoire, d'utiliser, dans un but de surveillance impartiale des élections des représentants, toutes les organisations sociales existantes *sauf du Parti Bolchevik*.... Le défi à l'autocratie du parti a été ainsi exprimé. (Zhukov, *Inoy* 430-1; *Tayny* 38)

La Parti Bolchevik était dans une crise sévère et il était impossible de croire à ce que les événements se déroulent sans problèmes. C'était la pire atmosphère possible pour se préparer à l'adoption des élections démocratiques - secrètes, universelles et plurielles -. Le plan de Staline pour réformer le gouvernement soviétique et le rôle du Parti Bolchevik à l'intérieur de celui-ci était voué à l'échec.

Fermez la page pour retourner.